

## Echanges régionaux des Départements français d'Amérique : un potentiel de développement à confirmer

Un réel potentiel de développement des échanges régionaux des départements français d'Amérique (DFA) existe, malgré le fort rattachement à l'Hexagone et l'usage de la langue française, minoritaire dans la zone Caraïbe. Tel est le principal enseignement de l'étude « *Echanges régionaux des Départements français d'Amérique : identification des facteurs de frein et des éléments de soutien à l'aide d'un modèle de gravité* », publiée par l'IEDOM dans le cadre d'un programme d'étude sur les échanges régionaux des DOM-COM\*.

Cette étude, qui utilise un modèle de gravité, met ainsi en évidence un certain nombre de facteurs structurels favorisant les échanges intra-caribéens, tels que les distances relativement modérées au sein de la zone, le niveau de développement économique qui y est plutôt élevé et la taille non négligeable de certains pays.

Néanmoins, le rattachement à une métropole, dont l'effet est beaucoup plus marqué pour les DFA que pour les autres territoires de la Caraïbe non-souverains et, dans une moindre mesure, l'usage d'une langue minoritaire dans l'espace caribéen, constituent des facteurs structurels de frein au développement d'échanges régionaux plus importants. Le surplus d'échanges lié aux accords régionaux existants, mesuré dans l'étude, augure toutefois de perspectives d'insertion régionale encourageantes pour les DFA, suite à la signature d'un Accord de Partenariat Economique, en 2008, entre l'Union européenne et une quinzaine de pays et territoires de la Caraïbe.

Pour se procurer l'étude : [http://www.iedom.fr/IMG/pdf/noteie\\_echanges\\_regionaux\\_dfa\\_072011.pdf](http://www.iedom.fr/IMG/pdf/noteie_echanges_regionaux_dfa_072011.pdf)

\* Un premier volet sur les Collectivités d'outre-mer du Pacifique, publié en janvier 2001, est disponible sur [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

### Communiqué de la BCE

Au cours du premier semestre 2011, 295 553 faux billets en euros ont été retirés de la circulation, soit une baisse de 18,8 % par rapport au second semestre 2010. Les trois coupures de 20 euros, 50 euros et 100 euros constituent 95 % du total des contrefaçons.

Pour mémoire, le nombre de billets authentiques en circulation est en moyenne de 13,8 milliards au premier semestre 2011.

### Révision des directives européennes sur les fonds propres réglementaires

La Commission européenne a adopté le 20 juillet 2011 deux propositions (une Directive et un Règlement) visant à renforcer la réglementation dans le secteur bancaire. Elles remplacent les directives actuelles et entrent dans le cadre des mesures prises pour la mise en place d'un système financier plus sain et plus sûr. La directive régit l'accès aux activités de collecte de dépôts et le règlement établit les règles prudentielles à respecter. Les textes sont disponibles sur : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/bank/regcapital/index\\_fr.htm#crd4](http://ec.europa.eu/internal_market/bank/regcapital/index_fr.htm#crd4)

### Outre-mer

#### 1 – Saint-Barthélemy

La décision du Conseil européen du 12 juillet 2011 relative à la signature et à la conclusion de l'accord monétaire entre l'Union européenne et la République française prévoyant le maintien de l'euro à Saint-Barthélemy, à la suite de son changement de statut au regard de l'Union européenne, a été publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 20 juillet 2011.

#### 2 – Guyane et Martinique

Les deux lois relatives à la création d'une collectivité unique en Guyane et en Martinique : la loi organique n° 2011-883 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution et la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ont été publiées au JORF du 28 juillet 2011.

#### 3 – L'octroi de mer

Dans un communiqué, la ministre chargée de l'outre-mer, Marie-Luce Penchard, se félicite de la décision sur l'octroi de mer prise par le Conseil des ministres de l'Union européenne le 20 juillet 2011 après avis favorable du Parlement européen. Cette décision permet notamment à la Guyane d'ajouter une cinquantaine de produits à la liste de produits locaux bénéficiant d'un régime préférentiel au regard de l'octroi de mer. La ministre a indiqué qu'« il importe de concentrer tous nos efforts sur la pérennisation de ce régime pour 2014 ».

### Publications

#### 1 – Conseil économique, social et environnemental : les énergies renouvelables en outre-mer : laboratoire pour notre avenir

Le rapport présenté par Patrick Galenon est disponible en téléchargement sur :

<http://www.lecese.fr/index.php/rapports-et-avis/les-energies-renouvelables-outre-mer>

#### 2 – Banque de France : Note sur le taux de chômage des régions françaises d'outre-mer

Jean-François Hoarau, Claude Lopez, Michel Pau. La note de travail n° 337 de juillet 2011 est disponible en anglais à l'adresse suivante :

<http://www.banque-france.fr/qb/publications/telechar/ner/DT337.pdf>

#### 3 – Médiation du crédit aux entreprises : Guide de financement des TPE

Le guide pédagogique réalisé par la Médiation du crédit aux entreprises avec les Tiers Confiance est disponible en téléchargement sur :

<http://www.mediateurducredit.fr/site/Actualites/Guide-de-financement-des-TPE>

### Publications IEDOM

#### 1 - Panorama 2010 de la Guyane, de La Réunion, de Mayotte, de la Martinique et de Saint-Pierre-et-Miquelon

Dans la collection Note expresse, série « Portrait », n° 108, 109, 113, 114 et 115

#### 2 – Le microcrédit en Guyane : un dispositif en voie de structuration, note expresse « série Eclairage », n° 111

Ces documents sont disponibles en téléchargement sur notre site ([www.iedom.fr](http://www.iedom.fr))

# SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

## Stabilité du climat des affaires à fin juin

L'indicateur du climat des affaires (ICA), calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité, reste stable au deuxième trimestre 2011, après deux trimestres consécutifs de hausse. Il se situe légèrement au dessus de sa moyenne de longue période.

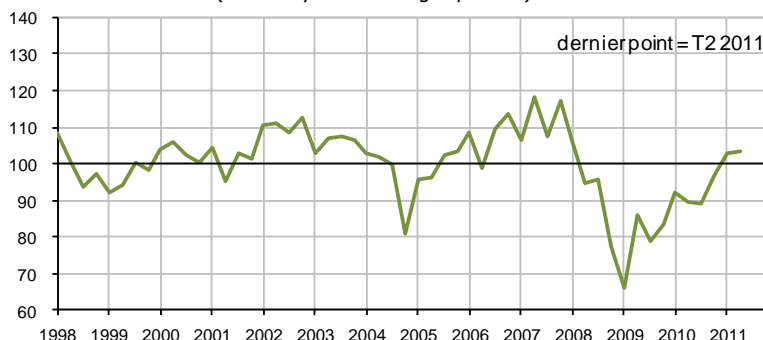
L'amélioration à l'œuvre ces six derniers mois semble marquer le pas, en raison d'anticipations moins favorables sur l'évolution de l'activité et en matière d'effectifs.

A l'inverse, l'opinion des chefs d'entreprise sur les délais de paiement, les situations de trésorerie et les prix de vente au deuxième trimestre s'est plutôt améliorée, ce qui a conforté l'indicateur.

Face à une conjoncture jugée encore incertaine, les prévisions d'investissement des entreprises se replient à nouveau, pour atteindre le plus bas niveau depuis septembre 2010. Le manque de visibilité à moyen terme reste donc perceptible.

La publication « Premières Tendances » du 2<sup>e</sup> trimestre est téléchargeable gratuitement sur le site de l'Iedom ([www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)).

**Indicateur de climat des affaires à la Guadeloupe**  
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

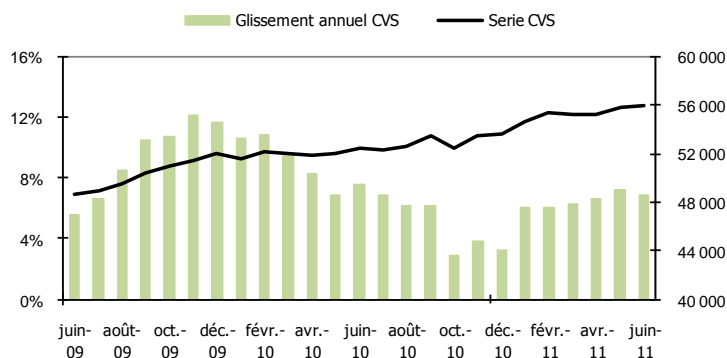
## Légère hausse de la demande d'emploi

A fin juin 2011, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'établit à 55 960 en Guadeloupe et dans les Îles du Nord, soit une hausse de 0,3 % (+150 demandeurs) par rapport à fin mai 2011. Sur un an, la hausse est de 6,8 % (+3 580).

Parallèlement, les offres d'emploi collectées ont diminué de 18,8 % au 2<sup>e</sup> trimestre par rapport aux trois mois précédents. Cette baisse concerne tant les offres d'emploi durable (de 6 mois ou plus, -16,4 %) que les offres d'emploi non durable (de moins de 6 mois, -3,1 %).

En France entière, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A augmente de 1,2 % en juin (+2,0 % sur un an).

**Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A**



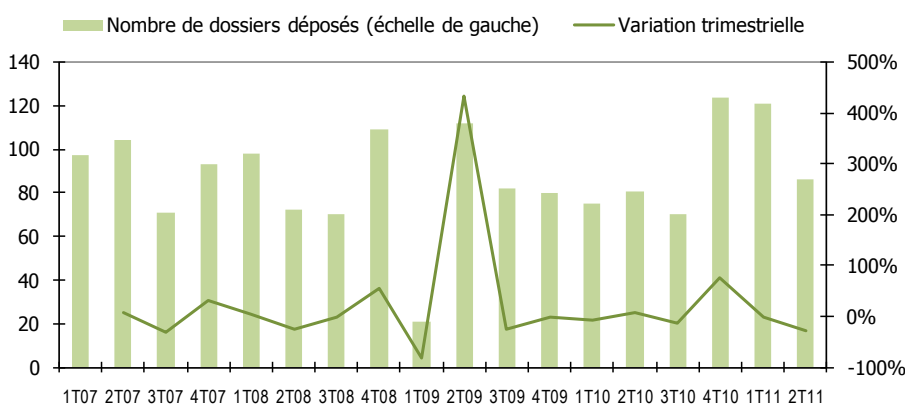
Source : DIECCTE

## Progression du nombre de dossier de surendettement

Entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 juillet 2011, 228 dossiers de surendettement ont été déposés auprès de l'IEDOM Guadeloupe, contre 182 en 2010 à la même époque, soit une hausse sensible de 25 %. Pour mémoire, sur l'ensemble de l'année 2010, 350 dossiers avaient été déposés.

Le taux de recevabilité des dossiers s'élève à 76 % au 1<sup>er</sup> semestre 2011 (+4,9 pts). Le taux d'orientation vers une procédure de rétablissement personnel (PRP), pouvant conduire sous certaines conditions à un effacement des dettes, atteint 22 %, contre 40 % en 2010. Enfin, le taux de redépôt des dossiers est en hausse de 9,2 points à 27,5 %.

**Dossiers de surendettement déposés auprès du secrétariat de la commission**



Source : Iedom

# BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

---

## **Création d'un Fonds d'investissement de proximité dans les DOM**

La commission mixte paritaire entre l'Assemblée Nationale et le Sénat, réunie le 29 juin 2011, a adopté un amendement instaurant un fonds d'investissement de proximité dans les Outre-mer (FIP-DOM) réservé aux domiciliés fiscaux en Outre-mer. Ce fonds permettra aux résidents fiscaux ultramarins d'investir leur épargne au bénéfice des entreprises ultramarines, en se voyant accorder une réduction d'impôt à hauteur de 50 % de la somme investie. La réduction d'impôt sera plafonnée à 12 000 euros par an pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés, et à 24 000 euros pour les contribuables mariés soumis à l'imposition commune.

## **La rémunération du Livret A passe à 2,25 %**

Le taux de rémunération du Livret A est porté à 2,25 % à compter du 1<sup>er</sup> août, après avoir été relevé de 1,75 % à 2 % au 1<sup>er</sup> février, en raison de la reprise de l'inflation. Les autres livrets d'épargne à taux réglementé voient également leur rémunération augmenter : le taux du livret de développement durable est fixé à 2,25 %, celui du livret d'épargne populaire est porté à 2,75 % et celui du compte épargne logement à 1,50 % (hors prime d'état). En Guadeloupe, le nombre de livrets A et bleus détenus par la clientèle s'élevait à 387 768 à fin décembre 2010, soit 55 % du total des comptes sur livrets.

## **Rapport de la Cour des comptes sur les finances des communes des DOM**

La Cour des comptes a rendu public le 13 juillet un rapport, préparé avec les chambres régionales des comptes, sur la situation financière des communes de quatre des cinq départements d'outre-mer (DOM) : la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et La Réunion (à l'exclusion donc de Mayotte, devenu DOM le 31 mars 2011). Elle y pointe une situation financière préoccupante et formule 26 recommandations pour remédier aux difficultés rencontrées.

## **Premier bilan médiocre pour la campagne sucrière 2011**

La pluviométrie importante, le démarrage tardif de la campagne lié à des conflits sociaux ainsi que des problèmes techniques à l'usine ont compromis la campagne sucrière 2011. La richesse saccharinique moyenne (7,3) est nettement inférieure à la moyenne décennale (9,0) et au taux relevé en 2010 (8,0). En Grande-Terre, l'usine de Gardel, qui prévoyait de traiter 610 000 tonnes de canne, n'en avait reçu que 520 000 à deux semaines de la fin de la coupe et a produit 41 000 tonnes de sucre, contre 54 000 en moyenne ces dernières années.

## **Visite de Xavier Bertrand et Marie-Luce Penchard**

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la santé Xavier Bertrand et la ministre chargée de l'outre-mer Marie-Luce Penchard se sont rendus en Guadeloupe les 21 et 22 juillet. Xavier Bertrand a confirmé à cette occasion que l'État financerait intégralement la reconstruction du CHU de Pointe-à-Pitre/Abymes, dont le coût s'élève à 590 M€. Il a également présidé une réunion du service public régional de l'emploi (Sper) et signé avec l'entreprise SCIACFEL un contrat de service prévoyant l'insertion de 20 jeunes guadeloupéens.

# ACTUALITE REGIONALE

---

## **Prêt de l'AFD pour la modernisation des transports collectifs en république dominicaine**

Afin d'améliorer les conditions de déplacement des habitants de la métropole de Saint-Domingue (3 millions d'habitants) et de réduire la pollution, l'AFD a autorisé le 7 juillet un prêt de 230 M\$ à l'Etat dominicain pour la mise en œuvre de sa politique de transports urbains qui prévoit notamment la construction d'une seconde ligne de métro, dont la section centrale comprendra 14 km en souterrain et 14 stations. Le programme porte également sur la restructuration du réseau d'autobus afin de le mettre en cohérence avec le futur réseau de métro.

## **La compagnie aérienne Redjet prend son envol**

La compagnie aérienne privée low cost Redjet, basée à La Barbade, a obtenu les 18 et 27 juillet les autorisations nécessaires à la desserte des aéroports de Jamaïque, de Trinidad et de Saint-Christophe et Nievès, lui permettant de poursuivre son expansion régionale. Elle dessert désormais les aéroports de Bridgetown, Georgetown, Kingston et Port-of-Spain.

## **Croissance du PIB à Cuba**

L'économie cubaine devrait enregistrer une croissance de 2,9 % de son PIB en 2011, grâce à de bons résultats du tourisme et de la production de nickel, pétrole et sucre, selon un rapport présenté lundi 1<sup>er</sup> août à l'Assemblée nationale, réunie à La Havane pour sa première session annuelle.

## **Le CARICOM change de tête**

Le Dominiquais Irwin Larocque a été nommé nouveau secrétaire général de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Cette organisation régionale, née en août 1973, réunit 15 pays et territoires associés du bassin Caraïbe : Antigua et Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, République dominicaine, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Montserrat, Saint-Christophe et Nievès, Saint-Vincent et les Grenadines, Suriname, Trinidad et Tobago.

## **Reconstruction de Port-au-Prince**

Le président haïtien Michel Martelly a donné le 18 juillet le coup d'envoi de la première phase de reconstruction de Port-au-Prince, qui sera consacrée à la construction de plusieurs édifices publics dont le Palais de Justice, la Cour des Comptes, l'hôtel de ville, le Parlement et une quinzaine d'autres bâtiments administratifs. C'est la Banque de la République d'Haïti (BRH) qui réalisera les premiers investissements à hauteur de 260 millions de dollars.

## **Vers un nouveau complexe hôtelier 5 étoiles à Sint-Maarten**

Les travaux de démolition de l'ancien Mullet Bay Beach Resort, détruit en septembre 1995 par le cyclone Luis, ont commencé. Le Groupe Sun Resort prévoit d'ériger sur le site un nouvel ensemble hôtelier 5 étoiles.

# PRINCIPAUX INDICATEURS

	LES INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Source : INSEE)	Indice des prix à la consommation France	Juin 2011		125,2	-0,6 %	2,7 %
<b>Chômage</b> (Source : DDTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A)	Juin 2011		55 960	0,3 %	6,8 %
<b>Commerce extérieur</b> (Source : Douanes)	Exportations - (en M€)	Avril 2011		22	-	38,3 %
	Importations - (en M€)			227	-	36,6 %
<b>Energie</b> (Source : EDF)	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh	Avril 2011		39	-6,5 %	-9,5 %
	<i>Cumul annuel</i>			149		-4,5 %
<b>Créations d'entreprises</b> (Source : INSEE)	Nombre d'entreprises créées	Mai 2011		491	-	7,0 %
		<i>Cumul annuel</i>		2 924		-6,0 %
	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Ménages</b> (Source : IEDOM)	Nombre de personnes physiques en interdit bancaire	Juin 2011		20 435	-2,9 %	-10,6 %
	Nombre de retraits de cartes bancaires	Juin 2011		417	-9,2 %	-28,2 %
	<i>Cumul annuel</i>			2 628		-14,1 %
	Nombre de dossiers de surendettement déposés	<i>Cumul à fin Juillet</i>		228	-	25,3 %
<b>Entreprises</b> (Source : IEDOM)	Incidents de paiement sur effet	Juillet 2011		1 611	-5,5 %	-3,0 %
	- Montant en milliers €	<i>cumul annuel</i>		9 903	-	-0,2 %
	- Nombre	Juillet 2011		151	4,9 %	13,5 %
		<i>cumul annuel</i>		885	-	-1,0 %
	LES INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aérien</b> (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers - (entrées + sorties)	Juin 2011		144 616	3,8 %	10,0 %
	<i>Cumul annuel</i>			976 912	-	7,5 %
<b>Trafic portuaire</b> (Source : Port autonome)	Trafic net de marchandises (tonnes)	<i>Cumul à fin Juin</i> 2011		1 757 216	-	15,6 %
	Nombre de passagers (entrées + sorties)			412 610	-	-3,5 %
<b>Immatriculations</b> (Source : CGDD)	Immatriculations de véhicules neufs	Mai 2011		1 142	-7,0 %	-
	(VPN+VUN)	<i>Cumul annuel</i>		6 546	-	4,7 %
<b>Construction</b> (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	Juin 2011		20 864	-16,3 %	-0,9 %
	<i>Cumul annuel</i>			115 697	-	-4,3 %
<b>Banane</b> (Source : DDCCRF)	Exportations de bananes (tonnes)	Mai 2011		4 888	29,6 %	ns*
	<i>Cumul annuel</i>			19 178	-	118,7 %

\*Pas d'expédition depuis la semaine 2010-08 incluse, suite aux retombées des cendres de la Soufrière de Montserrat

**Taux directeurs de la Banque centrale européenne**

<b>Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème</b>	<b>taux</b>	<b>date d'effet</b>
	1,50%	13/07/2011
<b>Taux de la facilité de prêt marginal</b>	2,25%	13/07/2011
<b>Taux de la facilité de dépôt</b>	0,75%	13/07/2011

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

\* hors prime d'Etat

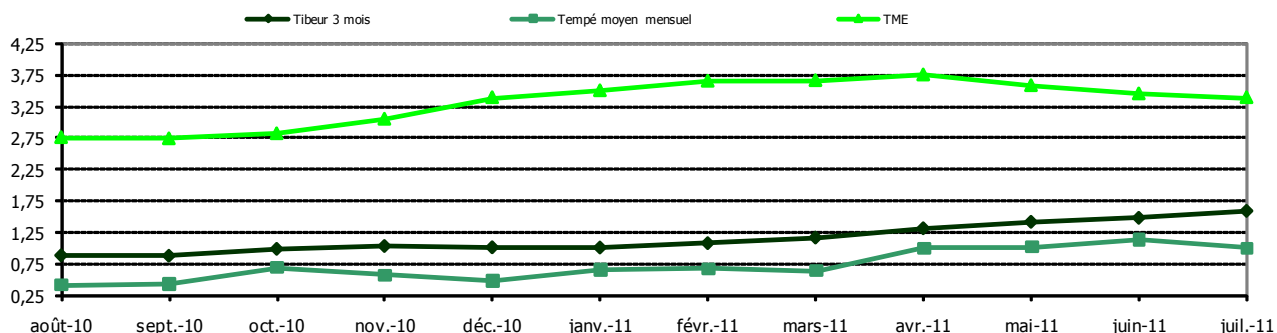
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Juin 2011)			
Avril	Mai	Juin	Juillet	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
1,0016%	1,0230%	1,1330%	1,0033%	1,4190%	1,5970%	1,8180%	2,1830%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Avril	Mai	Juin	Juillet	Avril	Mai	Juin	Juillet
3,75%	3,58%	3,45%	3,39%	3,95%	3,78%	3,65%	3,59%

**Taux de l'usure (applicable au troisième trimestre 2011)**

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	
<b>Prêts immobiliers</b>		Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	<b>17,49%</b>
Prêts à taux fixe	5,97%		
Prêts à taux variable	5,33%		
Prêts relais	6,07%		
<b>Autres prêts</b>		<b>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	21,41%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,13%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,37%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	5,29%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	11,22%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,08%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	18,61%	Découverts en compte (1)	13,88%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	10,46%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,00%
		<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
		Découverts en compte (1)	13,88%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

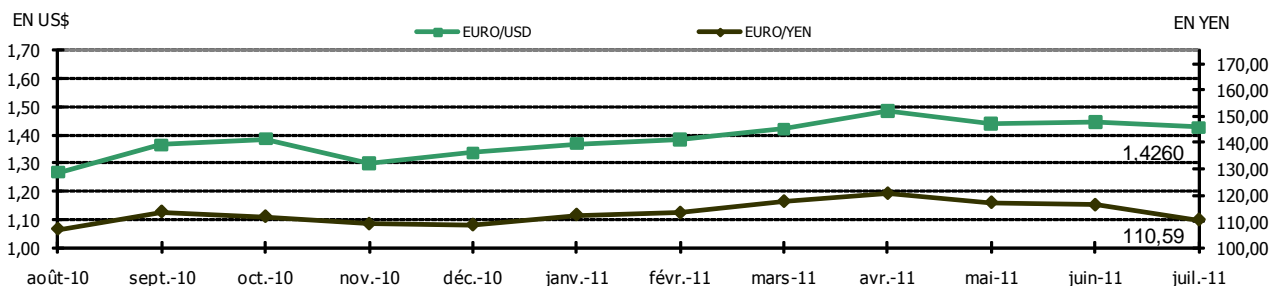
**Taux des marchés monétaires et obligataires**



**Taux de change (dernier cours fin de mois)**

<b>EURO/USD (Etats-Unis)</b>	1,4260	<b>EURO/ZAR (Afrique du sud)</b>	9,6084	<b>EURO/SRD (Surinam)</b>	4,75130
<b>EURO/JPY (Japon)</b>	110,5900	<b>EURO/BWP (Botswana)</b>	9,35840	<b>EURO/ANG (Ant. Néerl.)</b>	2,57720
<b>EURO/CAD (Canada)</b>	1,3556	<b>EURO/SCR (Seychelles)</b>	17,5672	<b>EURO/DOP (Rép. Dom.)</b>	54,7840
<b>EURO/GBP (Grande-Bretagne)</b>	0,87490	<b>EURO/MUR (Maurice)</b>	40,1400	<b>EURO/BBB (La Barbade)</b>	2,87960
<b>EURO/SGD (Singapour)</b>	1,7185	<b>EURO/BRL (Brésil)</b>	2,2431	<b>EURO/TTD (Trinité et Tobago)</b>	9,22000
<b>EURO/HKD (Hong-Kong)</b>	11,1134	<b>EURO/VEF (Vénézuéla)</b>	6,18340	<b>EURO/XPF (COM Pacifique)</b>	119,33170
<b>EURO/MGA (Madagascar)</b>	2865,1629	<b>EURO/XCD (Dominique)</b>	3,8874	<b>EURO/FC (Comores)</b>	491,96775

**Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)**



**Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro**

<b>1 EURO =</b>	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	